



PRÉFET DE SEINE-MARITIME

Rouen, le - 5 DEC. 2013

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Haute-Normandie

Service Risques

Arrêté du - 5 DEC. 2013

mettant en demeure la société GREEN PACK – 674, Rue Jeanne La Lorraine, BOSC-LE-HARD (76850) de se conformer à la législation sur les installations classées.

Le Préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et R. 512-33 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet de région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu Les différents arrêtés préfectoraux des 26 février 1969, 12 octobre 1979, 29 août 1988 et 16 novembre 1995 autorisant la société R.E.M (RENOVATION EMBALLAGES METTALIQUES) à exploiter une usine de rénovation de fûts métalliques usagés en provenance de secteurs pétroliers, de la pétrochimie et de la chimie à BOSC-LE-HARD (76850) – 674, Rue Jeanne La Lorraine ;
-
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le récépissé de prise de possession du 27 juin 2008 de l'usine précitée par la société GREEN PACK dont le siège social se situe à la même adresse ;
- Vu le rapport des inspecteurs de l'environnement suite à la visite d'inspection du 25 septembre 2013 ;
- Considérant que la société GREEN PACK exploite régulièrement sur la commune de BOSC-LE-HARD une usine de traitement et de rénovation d'emballages métalliques et plastiques réglementées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Considérant que lors de la visite de contrôle inopinée en date du 25 septembre 2013 faisant suite à une plainte d'un riverain de la société GREEN PACK pour des gênes olfactives

récurrentes, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que :

- la société GREEN PACK pratique le lavage des déchets d'emballages plastiques en dehors des limites autorisées par les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant ses activités ;
- la société GREEN PACK pratique illégalement le broyage des déchets d'emballages plastiques endommagés au droit de l'aire de lavage située dans le bâtiment 14 visé sur le plan d'implantation des installations classées de la société GREEN PACK annexé au présent arrêté ;
- la société GREEN PACK pratique le lavage et le broyage de déchets dangereux (emballage ayant contenu des produits dangereux) et de déchets non dangereux (emballage ayant contenu des produits non dangereux) au sein de la même installation sans en avoir demandé dérogation ;

Considérant que les bâtiments où s'exercent le lavage des emballages plastiques sont ouverts sur une de leurs faces ;

Considérant qu'aucun dispositif de captage et d'épuration des rejets atmosphériques n'est présent au droit des bâtiments ;

Considérant que les bâtiments se situent en limite de propriété à proximité de la route D 151 et des magasins de la société LIDL et de la société PEUGEOT ;

Considérant que les rejets atmosphériques issus des activités précitées incommode le voisinage ;

Considérant que les inspecteurs de l'environnement ont ressenti des odeurs nauséabondes en s'approchant desdits bâtiments ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles que constatées durant le contrôle du 25 septembre 2013 ne suffisent pas pour prévenir les dangers et les inconvénients des installations susvisées pour le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code précité, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques ainsi que la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de justifier l'absence d'impact de ces rejets atmosphériques sur la santé humaine et de leur compatibilité avec le milieu environnant ;

Considérant que dans l'attente de la mise en œuvre des mesures garantissant l'absence d'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement, il y a lieu de suspendre les activités réalisées dans les bâtiments 14 et 15 visés sur le plan d'implantation des installations classées de la société GREEN PACK annexé au présent arrêté ;

Considérant que la modification de l'activité de lavage des déchets d'emballages plastiques constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement puisqu'elle est susceptible de nuire à l'environnement et n'a pas été préalablement portée à la connaissance du préfet de département en application du même article ;

Considérant que l'activité de broyage des déchets d'emballages plastiques endommagés ayant contenu des produits dangereux constitue un manquement aux dispositions de l'article L. 171-7 puisqu'elle est réalisée sans l'autorisation requise au titre de la rubrique n°2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GREEN PACK de respecter les prescriptions dispositions des articles R. 512-33 et R. 512-1 et suivants du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code ;

Considérant qu'il convient que la société GREEN PACK satisfasse à ses obligations ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRETE

Article 1e –

La société GREEN PACK, dénommé par la suite exploitant et dont le siège social est situé 674, Rue Jeanne La Lorraine – 76850 BOSC-LE-HARD, est tenue, pour son site localisé à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes.

Article 2 –

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un dossier de déclaration de modification d'activité conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, **sous un mois à la date de notification du présent arrêté**. Ce dossier doit notamment indiquer les impacts de ces modifications précitées sur l'environnement et son voisinage dans le but de vérifier qu'elles n'engendrent pas des effets potentiels sur la santé humaine et de proposer, le cas échéant, des mesures compensatoires adaptées.

Article 3 –

Dans l'attente de la transmission à l'inspection des installations classées du dossier de déclaration des modifications précitées et le cas échéant de la mise en œuvre effective des mesures correctives pour prévenir des dangers et des inconvénients des installations susvisées en vue de respecter les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

- les activités de nettoyage d'emballages plastiques réalisées uniquement dans les bâtiments initialement dédiés à cette activité et déjà portés à la connaissance du préfet **à la date de notification du présent arrêté** en application de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement ;

Le redémarrage des activités visées ci-dessus ne peut s'effectuer qu'après avis de l'inspection des installations classées au regard des éléments du dossier visé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 -

L'exploitant régularise la situation administrative de son installation de broyage des emballages plastiques endommagés situé dans le bâtiment 14 :

- en cessant de manière définitive toute activité de broyage des emballages plastiques endommagés sur le site de BOSC-LE-HARD **à compter de la date de notification du présent arrêté** ;

OU

- dans la mesure où l'installation de broyage d'emballages plastiques endommagés relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant régularise sa situation, **sous trois**

mois à compter de la notification du présent arrêté, par le dépôt d'un dossier d'autorisation dans le cadre de l'exploitation de l'installation précitée selon les modalités visées aux articles R. 512-1 et suivants du code précité.

- Le cas échéant, cette demande intègre les éléments justificatifs relatif au respect de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement.

Article 5 -

Dans l'attente de l'autorisation précitée l'activité de broyage des emballages plastiques endommagés réalisée dans le bâtiment 14 est suspendue à la date de notification du présent arrêté en application du deuxième alinéa de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 6 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

Article 7 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans les conditions fixées à l'article L. 214-10 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8 -

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de BOSC LE HARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le - 5 DEC. 2013

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

Éric MAIRE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **5 DEC. 2013**

ROUEN, le : - 5 DEC. 2013

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général

ERIC WAJRE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

IMPLANTATION DES ICPE SUR LE SITE DE GREEN PACK À BOSCH-LE-HARD

